

Charlotte de Leu et Zoé Maus ♦ permanentes CIEP Communautaire

Causerie sur nos pratiques d'éducation populaire...

En Belgique plus qu'ailleurs, la notion d'éducation populaire est ambiguë. En effet, l'existence d'un vaste réseau d'organisations d'éducation permanente, subsidiées par les pouvoirs publics et encadrées par un décret (en 2003) rend le travail de ces organisations plus facile de par les moyens dont elles disposent mais oblige également les activités d'éducation permanente à respecter une temporalité et des exigences qui rendent parfois leur travail plus compliqué et éloigné de l'esprit de Paulo Freire lorsqu'il travaillait avec les populations les plus démunies du Nordeste brésilien. Le leitmotiv qui animait Freire était de s'éduquer ensemble, de partir du vécu et des connaissances de chacun.e, une phrase illustre sa démarche : « *Personne n'éduque personne, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde* ». Par ailleurs, Paulo Freire définit l'éducation populaire comme étant « *une approche éducative qui tend à examiner collectivement les expériences quotidiennes d'un point de vue critique et à faire valoir l'organisation de mouvements sociaux luttant contre les injustices dans une perspective politique de défense des intérêts des marginalisés* ». Si cette idée rejoint largement les intentions qui sont celles du Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC) dans ses actions d'éducation et d'émancipation ainsi que le « Voir, Juger, Agir » cher à nos organisations, elle n'est pas sans questionner nos pratiques quotidiennes.

L'éducation permanente sur les traces de l'éducation populaire

« *Où va le monde et que peuvent les hommes ?* » Selon Christian Maurel, c'est à ces deux questions que l'éducation populaire tente à sa manière de répondre : comment faire pour que les hommes (et les femmes) puissent individuellement et collectivement faire l'Histoire et construire leur devenir commun?¹ Le but des actions d'éducation populaire est d'éveiller un questionnement qui va murir et continuer à vivre en dehors de l'action elle-même. Il ne s'agit pas de proposer un discours auquel adhérer, il s'agit d'ouvrir le dialogue. Plusieurs formes d'actions sont possibles : investir l'espace public pour aller à la rencontre des gens et recueillir leur parole, drainer du public au sein des institutions pour entamer une démarche d'éducation populaire, confronter au réel à travers la rencontre d'autres vécus, passer par l'expérience, ...

Lors de la journée Interceip de mai dernier, rassemblant les animateurs et animatrices du CIEP-MOC, le souhait était de pouvoir se pencher sur les liens qui unissent les deux types de pratiques et surtout sur ce dont nous avons hérité de Paulo Freire et de ses pratiques. Cette journée avait pour ambition de faire

émerger les questionnements que les animateur.ice.s du CIEP se posent au quotidien, quant à leur rôle d'éducateur.ice populaire et les contraintes inhérentes à l'institutionnalisation de leurs pratiques (notamment en regard du décret de l'éducation permanente). L'article 1^{er} du décret de 2003 renvoie à des objectifs d'émancipation et de citoyenneté active. Or, de nombreuses questions se posent par rapport à la réalisation de cet objectif : « *Quels sont les freins à la mise en œuvre de l'éducation populaire en Belgique ? Est-il possible de concilier émancipation collective et actions ponctuelles, si oui, via quels outils ? Quel est le sens et quelles sont les valeurs des actions d'éducation populaire menées par nos organisations ? En quoi les pédagogies critiques peuvent-elles soutenir nos pratiques en tant que mouvement social ?* » Quelques-unes de ces questions ont animé le world café organisé lors de cette journée.

Tensions entre les impératifs institutionnels et les objectifs émancipateurs

Cette journée a permis de questionner nos pratiques pour assumer les rôles qui nous sont imposés en tant qu'animateur.ice.s en éducation permanente contraint.e.s de jongler avec des logiques de financement inscrites dans des attentes institutionnelles plus larges et nos objectifs propres de mouvement populaire. Deux autres tensions sont souvent revenues dans les discussions : la temporalité et les priorités imposées par les pouvoirs subsidiaires (qu'ils soient structurels ou ponctuels), eux-mêmes impactés par les différentes orientations budgétaires des gouvernements.

La première tension, celle de la temporalité, semble incompatible avec nos visées émancipatrices. En effet, comment faire de l'émancipation lorsqu'on n'est en contact avec le public que pour une durée limitée ? Prendre le temps de l'écoute, donner le droit à la parole et co-construire avec les publics un discours propre sur leur vécu demandent du temps. Ce temps du processus d'éducation populaire semble de plus en plus mis à mal. Se poser, partir de la base pour mobiliser, demandent de multiples rencontres avec les participant.e.s à nos activités, rencontres à replacer au cœur de nos priorités. Le « Voir-Juger-Agir » engage nos publics dans ce processus. L'écoute en est une notion essentielle. Nous concevons cette méthode de manière systémique et non pas linéaire, commencer par l'agir pouvant permettre d'amorcer une démarche d'éducation populaire.

L'action ponctuelle est une modalité pour entrer en relation avec le public, base nécessaire à toute démarche qui part des individus, de leurs besoins et de leurs perceptions. Elle se situe dans le « Voir » et s'inscrit dans un processus qui offre des perspectives



d'engagement dans les étapes suivantes (le « Juger » et l'« Agir »). Nous soulignons toutefois un point de vigilance les concernant car elles modifient la perspective de l'évaluation qui tend à mesurer le succès sur le seul critère du nombre de participant.e.s négligeant ainsi les critères qualitatifs nécessaires à l'évaluation de tout processus long.

La deuxième tension est celle de priorités et objectifs fixés préalablement, qui ne sont pas nécessairement ceux des publics auxquels on s'adresse ni ceux des processus d'émancipation dans lesquels le MOC souhaite s'inscrire. S'ajoutent à cela des obligations de résultats plutôt que de moyens dans nos activités, ce qui ne correspond pas aux processus d'émancipation populaire, ainsi que des contraintes financières limitant les possibilités d'action.

C'est donc souvent dans ce cadre que nous devons travailler, ce qui rend notre tâche complexe. Les appels à projets auxquels nous répondons (et les programmes dans lesquels nous nous intégrons) imposent bien sûr des objectifs pensés pour les publics, mais ne rencontrent pas nécessairement leurs attentes concrètes et ancrées dans des réalités propres à chacun.e des participant.e.s. Si l'objectif du décret est de rendre les citoyen.ne.s actif.ve.s et critiques, comment imaginer atteindre ce résultat en une ou deux « séances » ?

Mobiliser et mettre en confiance

Il est de plus en plus difficile de mobiliser entend-on. Cette question est d'autant plus cruciale qu'un des problèmes pointés est justement celui de la mobilisation. Notre public est diversifié et vient chercher un « service » bien spécifique ou une réponse à des problématiques individuelles. Comment dès lors développer des projets fédérateurs ? Transformer nos priorités et placer l'adhésion et la cohésion au centre de notre démarche permet d'offrir un espace sécurisé où chacun.e se sent en confiance pour parler de lui, de son intime. Il s'agit d'une étape préalable qui identifie des thématiques sur lesquelles on peut mener des actions collectives qui collent aux attentes du public. Incrire nos pratiques dans une vision sur un projet de société plus large nous permet également d'associer nos publics au processus.

A contrario, nous pouvons utiliser cette logique comme outil offrant des possibilités d'engagement progressif dans un processus d'éducation populaire et comme première porte d'entrée dans l'émancipation mais aussi comme premier contact de nos publics avec les valeurs du MOC.

À cette question de la mobilisation s'ajoute également l'importance de pouvoir clarifier les rôles et les objectifs que nous visons en tant qu'animateur.ice en éducation populaire. Consacrer notre pouvoir d'agir nous permettra de développer une vision claire et des objectifs précis visant l'émancipation et placera, au cœur de nos préoccupations, les attentes du public.

Nos actions visent à redonner confiance à un public abimé, qui a intériorisé le discours néolibéral et qui ne place pas la militance comme prioritaire afin qu'il puisse se réapproprié son histoire et son pouvoir d'agir. Ce type de processus repose sur la co-construction et l'horizontalité, et part de là où sont les gens. Notre rôle est d'apporter des clés de lecture et de permettre au public d'agir quelle que soit la stratégie choisie, la lutte n'est en effet pas la seule forme d'action, des stratégies de contournement peuvent également être développées pour permettre au public d'agir.

Valeurs et sens de nos actions

Quelles sont ces valeurs et le sens sous-jacent à notre démarche ? Est-elle portée par un projet de société ? Transmettre des valeurs suppose que nous les portions et qu'elles soient cohérentes avec celles du mouvement. Travailler pour le MOC signifie être au service des autres et leur donner la parole en véhiculant les valeurs que sont notamment la solidarité, le combat contre les inégalités et le racisme ou encore le féminisme. Créer des rapports de forces ou des alliances permet de faire percoler dans nos actions le projet de société porté par le mouvement.

Cependant il ne s'agit pas de transmettre notre projet de société de manière frontale, nous ne sommes pas des porteur.se.s de « la bonne parole » mais plutôt des catalyseur.se.s. Il s'agit d'ouvrir le dialogue en étant en capacité de recevoir la parole de l'autre qui exprime un vécu, part d'une émotion, d'une colère qu'il nous faut accueillir pour impulser un processus d'éducation populaire.

N'oublions pas que nos publics développent également des stratégies d'actions propres, qui ne sont peut-être pas visibles ni identiques aux nôtres mais qui existent et constituent des leviers puissants sur lesquels nous appuyer pour développer des processus d'éducation populaire à visée transformatrice.

L'accès à l'information comme elle est vécue aujourd'hui modifie l'idée de la parole de l'expert.e détenteur.ice du savoir. Ne sommes-nous pas toutes et tous expert.e.s de notre propre expérience, n'avons-nous pas toutes et tous une expertise sur ce qui nous touche au quotidien ? Remettre cette « expertise » expérientielle au cœur de nos pratiques, permettra de développer des actions ascendantes sortant de la verticalité de l'expertise. Il s'agit d'utiliser nos dispositifs d'éducation populaire (et permanente) comme lieu d'expérimentation pour repenser l'action, innover et sortir de nos habitudes. Il importe dès lors de se donner le droit de développer une vision critique du contexte dans lequel nous évoluons ainsi que de nos pratiques et de permettre à nos publics de faire de même. C'est de cette façon que nous pourrions proposer d'autres manières de faire de l'éducation permanente...

1. MAUREL Christian, *Éducation populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Paris, L'Harmattan, 2010.